

Commission de toponymie

**Rapport
annuel
1991-1992**

Le contenu de cette publication a été rédigé
par la Commission de toponymie.

Cette édition a été produite par :
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 3^e trimestre 1992
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-551-15222-4
ISSN : 0714-2145
© Gouvernement du Québec

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec)
G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de
la Commission de toponymie pour la période du
1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression
de ma haute considération.

Le ministre responsable de l'application
de la Charte de la langue française,

Claude Ryan

Québec, juin 1992

Monsieur Claude Ryan
Ministre responsable de l'application
de la Charte de la langue française
20, rue Chauveau
Secteur B, 3^e étage
Québec (Québec)
G1R 4J3

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de
la Commission de toponymie pour la période du
1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression
de ma considération très distinguée.

Le président,

Rémi Mayrand

Québec, juin 1992

Les membres de la Commission

Rémi Mayrand, avocat
Président

Georges Bacon, géographe
Commissaire

Jules Dufour, géographe
Commissaire

Paul Lacoste, avocat et administrateur*
Commissaire

Anne MacLaren, historienne
Commissaire

Monette Malewski, administratrice en éducation
Commissaire

Cécyle Trépanier, géographe
Commissaire

* Jusqu'au 22 octobre 1991.

Table des matières

Introduction 13

1. Les dominantes de la dernière année 15

2. L'organisation de la Commission et les ressources 17

- 2.1 L'organigramme 17
- 2.2 Les ressources humaines 17
- 2.2.1 Les effectifs permanents par unité administrative et par catégorie d'emploi au 31 mars 1992 18
- 2.3 Les ressources financières 18
- 2.3.1 L'état du budget pour l'année 1991-1992 18
- 2.4 Les instruments de gestion 18
- 2.4.1 Les archives et la documentation 18
- 2.4.2 TOPOS : le système informatisé de gestion des toponymes 19
- 2.4.3 Le fichier des toponymes populaires 19
- 2.4.4 GESDOC : le système de gestion documentaire 19

3. La recherche 21

- 3.1 Le Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec 21
- 3.2 La terminologie géographique 21
- 3.3 Les gentils (noms des habitants) 21

4. Le Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec 23

- 4.1 Le contexte 23
- 4.2 Le contenu 23
- 4.3 La présentation 23
- 4.4 Les travaux à compléter 23

5. Les décisions 25

- 5.1 L'officialisation des toponymes et des odonymes 25
- 5.2 La langue de dénomination des toponymes officialisés 26
- 5.3 Les politiques et les normes 27

6. Les relations avec l'Administration publique et parapublique québécoise 29

- 6.1 L'Administration centrale 29
- 6.1.1 Les autorités toponymiques 29
- 6.1.2 La vérification toponymique 29
- 6.1.3 Les espaces protégés 29
- 6.1.4 Les barrages, centrales et postes d'Hydro-Québec 29
- 6.1.5 La toponymie du Vieux-Port de Montréal 30
- 6.1.6 Les noms d'édifices publics et d'écoles 30
- 6.1.7 Les bureaux de poste 30
- 6.2 Les municipalités 30
- 6.2.1 Les circonscriptions électorales municipales 30
- 6.2.2 Les noms de municipalités 30
- 6.2.3 Les noms de voies de communication (odonymes) 30
- 6.2.4 Les ponts et les ponts couverts 30
- 6.2.5 Les parcs publics et les parcs-écoles 30

7. Les relations avec les autres clientèles et les citoyens 31

- 7.1 Les zones d'exploitation contrôlée (zecs) 31
- 7.2 Les pourvoiries 31
- 7.3 Le milieu amérindien 31
- 7.4 Les citoyens 32

8. Les relations fédérales et interprovinciales 35

- 8.1 Le Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG) 35
- 8.1.1 La structure et le fonctionnement du Comité 35
- 8.1.2 La réunion annuelle du Comité 35

9. Le rayonnement de la Commission de toponymie 37

- 9.1 La quinzième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques (GENUNG) 37
- 9.2 La dix-septième réunion annuelle de la Société d'histoire coloniale française 37
- 9.3 Les visiteurs de marque à la Commission de toponymie 37

**10. Les désignations toponymiques
commémoratives 39**

11. Les communications 41

11.1 L'information et les relations publiques 41

11.2 Les publications 41

Annexe 1

Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec : Schéma
explicatif des types d'informations 43

Annexe 2

Les dossiers municipaux fermés en 1991-1992 44

Annexe 3

Politique relative aux désignations toponymiques utilisant
des noms de personnes vivantes 45

Tableaux

- 1 — L'organigramme 17
- 2 — Les effectifs permanents par unité administrative et par catégorie d'emploi au 31 mars 1992 18
- 3 — L'état du budget pour l'année 1991-1992 18
- 4 — Les décisions de la Commission (toponymes et odonymes) en 1990-1991 et 1991-1992 : 25
 - Répartition des décisions selon leur nature
- 5 — Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1990-1991 et 1991-1992 : 26
 - Répartition selon l'origine des demandes (tableau 5A) 26
 - Répartition selon les types d'entités (tableau 5B) 26
- 6 — Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1991-1992 : 26
 - Répartition selon l'appartenance linguistique (tableau 6A) 26
 - État de la répartition linguistique au 31 mars 1992 (tableau 6B) 27
- 7 — La répartition régionale des dossiers de pourvoies traités 31
- 8 — Les consultations toponymiques en 1991-1992 : 32
 - Répartition selon leur nature (tableau 8A) 32
 - Répartition selon les catégories de demandeurs (tableau 8B) 33
- 9 — Les missions de la Commission de toponymie en 1991-1992 sur le plan national et international 37
- 10 — La liste des désignations toponymiques commémoratives 39
- 11 — Les stands de la Commission de toponymie 41

Introduction

Ce douzième rapport de la Commission de toponymie rend compte de ses activités pour l'exercice financier 1991-1992.

On trouvera, dans le premier chapitre, un bref bilan des activités de la Commission; dans le second, des renseignements généraux sur son organisation et ses ressources; dans le troisième, un résumé des principaux sujets que l'on peut associer à la recherche et, dans le quatrième, un résumé des activités se rapportant au Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec.

Le cinquième chapitre donne un compte rendu sommaire des décisions de la Commission, tandis que les chapitres 6, 7 et 8 portent sur les relations avec l'Administration publique et parapublique, avec les autres clientèles et les citoyens, ainsi que sur les relations fédérales, interprovinciales et territoriales.

Le rayonnement de la Commission de toponymie sur les plan national et international est décrit au neuvième chapitre, alors que le dixième traite des désignations commémoratives et le onzième et dernier chapitre rend compte des activités de communication.

1. Les dominantes de la dernière année

Au cours de l'exercice 1991-1992, la Commission de toponymie a continué à accorder une attention prioritaire à la réalisation de son projet de **Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec**, dont la publication initialement prévue pour l'automne 1992, est maintenant envisagée pour juin 1993.

L'accent sur la qualité toponymique a aussi été maintenu et, comme l'an dernier, il a continué à porter sur les pourvoiries, sur l'odonymie municipale et sur la dénomination des édifices, ouvrages d'art et autres constructions.

En application de sa politique de désignations toponymiques commémoratives, la Commission a eu, à nouveau, l'occasion de faire servir des lieux du Québec à des fins prestigieuses et d'enrichir davantage encore le patrimoine toponymique du Québec.

La Commission a aussi apporté certaines retouches à ses politiques, notamment sur les désignations toponymiques et le traitement des noms autochtones.

Enfin, ayant pris possession de son nouveau système informatique, la Commission a investi une bonne part de ses énergies à l'intégration fonctionnelle et efficace de ce nouvel outil de travail dans ses opérations courantes.

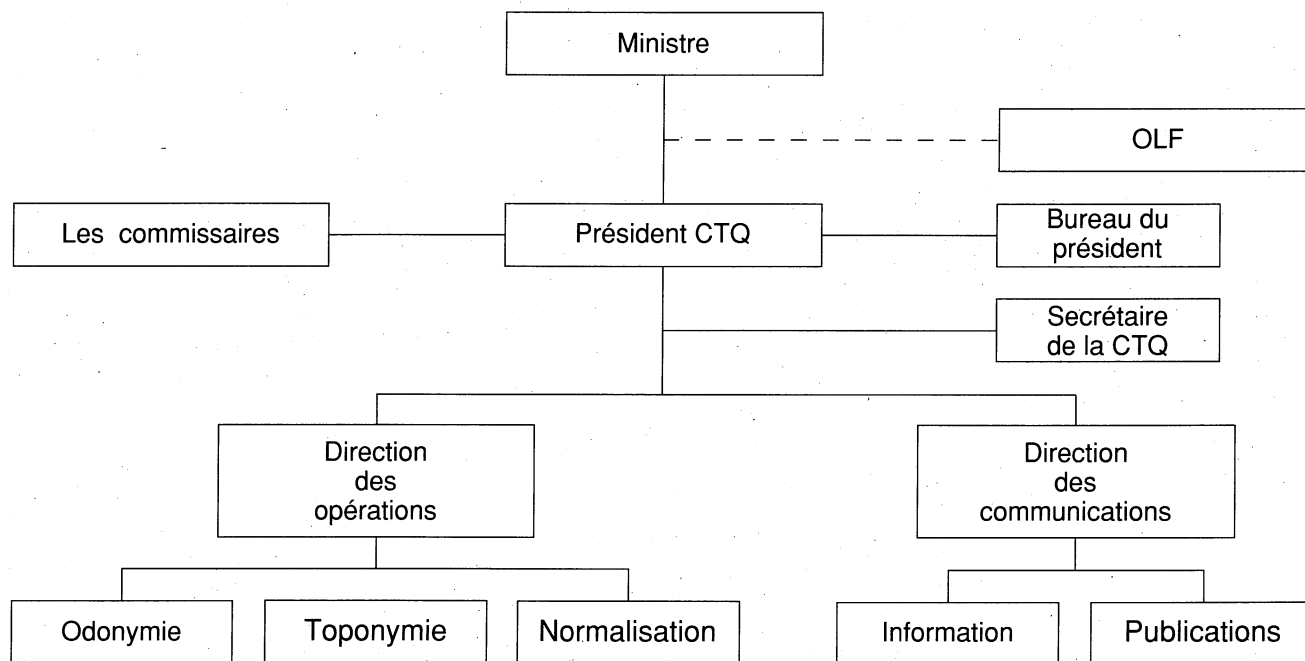
2. L'organisation de la Commission et les ressources

L'organisation de la Commission n'a fait l'objet d'aucune modification majeure au cours de l'année financière 1991-1992. Deux de ses unités administratives ont reçu de nouvelles appellations.

Ainsi, la Direction des communications et de la toponymie officielle est dorénavant désignée sous le nom de **Direction des communications** et son Service de l'implantation sous celui de **Service des publications**, tandis que la Direction de l'inventaire et du traitement est devenue la **Direction des opérations**.

2.1 L'organigramme

Tableau 1



2.2 Les ressources humaines

La Commission dispose d'un personnel permanent de 30 personnes réparties dans les unités administratives suivantes : Bureau du président (9), Direction des opérations (14), Direction des communications (7). De plus, pour l'année financière 1991-1992, il faut ajouter une personne-année occasionnelle et tenir compte du fait qu'un poste inscrit au Bureau du président a été libéré en faveur du Musée de la civilisation.

Dans le cadre du programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées, un stagiaire a été affecté toute l'année à la Commission de toponymie. En regard du programme de stages en milieu de travail, une personne a été accueillie dans les services de la Commission et a pu bénéficier d'expériences pratiques de travail. En outre, une étudiante de l'Ontario a effectué un stage de travail à la Commission au cours de l'été 1991.

2.2.1 Les effectifs permanents par unité administrative et par catégorie d'emploi au 31 mars 1992

Tableau 2

	Hors cadre	Cadres supérieurs	Professionnels	Techniciens	Employés de bureau	Total
Bureau du président	1	2 *	4	1	1	9
Direction des communications		1	1	1	4	7
Direction des opérations		1	8	1	4	14
Total	1	4 *	13	3	9	30

* Un poste libéré (C. T. 166347) en faveur du Musée de la civilisation.

2.3 Les ressources financières

Le budget de la dernière année financière était au départ de 1 762 900 \$ mais a été augmenté par la suite à 1 769 300 \$. Le tableau qui suit donne le sommaire des engagements et des paiements.

2.3.1 L'état du budget pour l'année 1991-1992

Tableau 3

Catégories	Budget (\$)		
	Original	Modifié	Dépenses
FONCTIONNEMENT			
Traitements	1 244 900,00	1 284 636,29	1 279 661,52
Autres rémunérations	49 300,00	52 763,71	52 616,69
Communications	42 900,00	30 229,09	29 795,33
Services	136 700,00	141 111,74	140 830,65
Entretien	5 000,00	2 897,00	2 784,77
Loyers	209 500,00	205 461,00	189 468,21
Fournitures	32 300,00	25 475,09	24 699,67
Équipement	6 000,00	4 626,08	4 624,08
Autres dépenses	10 300,00	0,00	0,00
1- Sous-total	1 736 900,00	1 747 200,00	1 724 480,92
CAPITAL			
Équipement	26 000,00	22 100,00	21 528,51
2- Sous-total	26 000,00	22 100,00	21 528,51
Total	1 762 900,00	1 769 300,00	1 746 009,43

2.4 Les instruments de gestion

Pour assurer la réponse la plus efficace à ses besoins d'information interne et externe, la Commission dispose d'instruments de gestion qui intègrent déjà largement les avantages de la bureautique, et dont il est fait état dans les chapitres qui suivent.

2.4.1 Les archives et la documentation

La bibliothèque de la Commission de toponymie possède environ 8 400 documents, la plupart spécialisés en toponymie. Au cours de l'année, elle s'est enrichie d'environ 300 nouveaux titres et s'est abonnée ou réabonnée à 60 périodiques. Elle reçoit environ 40 journaux municipaux, constituant pour la Commission une source importante d'informations toponymiques glanées au fil des événements.

C'est la seule bibliothèque québécoise regroupant un fonds aussi important dans ce domaine; elle possède notamment une collection imposante de répertoires géographiques, de rapports géologiques, de documents traitant de tous les aspects de la toponymie, de monographies paroissiales, d'atlas et de cartes géographiques.

2.4.2 TOPOS : le système informatisé de gestion des toponymes

La Commission a pris charge, fin novembre 1991, de son nouveau système informatique développé sur mini-serveur faisant appel à des outils de travail modernes et performants (SUN-UNIX-ORACLE). Après une période de rodage et la formation des utilisateurs à leur nouvel environnement, la Commission anticipe que la prochaine année en sera une de consolidation, car déjà les performances escomptées ont été dans l'ensemble atteintes, notamment quant à la qualité des analyses présentées à l'assemblée des commissaires. On envisage même, à court terme, permettre à quelques utilisateurs extérieurs l'accès direct au système, à titre d'expérience-pilote.

En dépit des problèmes de rodage inhérents à l'opération, il convient de signaler que les entrées dans la banque de données toponymiques ont quand même augmenté de façon significative au cours de l'année. Ainsi de 249 370 qu'elles étaient en 1991, elles ont atteint 256 437 au 31 mars 1992.

2.4.3 Le fichier des toponymes populaires

L'exploitation du **Fichier des toponymes populaires**, un sous-fichier de TOPOS, s'est poursuivie auprès d'une clientèle spécialisée à qui le contenu de ce fichier est très utile. Constituées de différents types de noms de lieux qui, pour une bonne part, ne sont pas officiels mais peuvent, à l'occasion, servir de quasi-adresses, les données du fichier permettent aux utilisateurs de connaître dans quelle municipalité, MRC ou région administrative se situe tel ou tel micro-lieu : un camp de vacances, une mission, un phare, un dépôt forestier, un CLSC, ...ou tout autre lieu dont l'usage est souvent très local. Regroupant plus de 13 000 entrées réparties dans 112 catégories, le **Fichier des toponymes populaires** a été diffusé cette année à quelque 138 clients spécialisés, atteignant ainsi une augmentation de plus du triple sur l'année précédente.

2.4.4 GESDOC : le système de gestion documentaire

Ce système assure la conservation et la mise à jour des fichiers contenant les données descriptives des documents utilisés par les différents services de la Commission.

Plus de 1 180 transactions ont été effectuées pendant l'exercice et 32 listes diverses ont été produites : il s'agit aussi bien de listes générales par titres et codes de classement que de listes dans des domaines particuliers (odonymie, information, etc.).

3. La recherche

3.1 Le Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec

Note : Voir le chapitre 4 de ce rapport qui porte spécifiquement sur ce sujet.

3.2 La terminologie géographique

Afin de déterminer avec rigueur et précision la nature d'un lieu nommé ou qui peut potentiellement l'être, la Commission procède à l'examen des termes susceptibles d'être retenus pour désigner les types d'entités géographiques servant à les identifier. Cette compétence lui est accordée en vertu de la **Charte de la langue française** qui lui confie la responsabilité d'« établir et normaliser la terminologie géographique, en collaboration avec l'Office » (article 125, alinéa c).

Jusqu'à présent, 113 termes et expressions de nature géographique ont fait l'objet d'un avis de normalisation, alors que 127 autres unités terminologiques ont reçu le statut de termes recommandés. L'ensemble de ces termes et expressions accompagnés de leurs définitions ont paru à la **Gazette officielle du Québec**.

Au cours de 1991-1992, quatre nouveaux termes et expressions géographiques ont fait l'objet de dossiers terminologiques, alors que des modifications étaient apportées à deux autres vocables, ces six unités terminologiques ayant reçu l'approbation des membres de la Commission de toponymie. Il s'agit des termes et expressions suivants : camp minier, poste de distribution, poste de répartition, poste de transport, station de pompage, province. De plus, la Commission de terminologie de l'Office de la langue française a fourni un avis sur 28 termes dont 19 ont fait l'objet d'un avis de recommandation alors que neuf autres ont été assortis du statut d'avis internes de la part de la Commission de toponymie.

La terminologie géographique a par ailleurs constitué le sujet de plus de 100 consultations émanant d'organismes de l'Administration, d'institutions publiques, d'entreprises privées, d'enseignants ou de citoyens.

3.3 Les gentils (noms des habitants)

La **Charte de la langue française** accorde à la Commission de toponymie le pouvoir de « donner son avis au gouvernement et aux autres organismes de l'Administration sur toute question relative à la toponymie » (article 126, alinéa a). En vertu de cette disposition, la Commission occupe le domaine de la

dénomination collective des Québécois en regard du lieu où ils habitent. Sous ce rapport, elle recherche, consigne et diffuse toute information ayant trait à l'identification de différentes collectivités du Québec. Elle fournit, de plus, son expertise et son aide à tout organisme municipal, groupement reconnu ou encore à toute personne qui désirent procéder à la création d'un nouveau gentilé, à la modification d'une forme déjà en usage ou effectuer une consultation populaire sur le sujet.

Au cours de l'année 1991-1992, seize nouveaux gentils ont été inventoriés et se sont ajoutés aux 1 530 formes existantes, de telle sorte qu'au 31 mars 1992, l'ensemble des gentils du Québec constituaient un corpus total de 1 546 unités. Dans le domaine plus spécifique des noms d'habitants qui ressortissent aux municipalités, trois nouveaux gentils ont fait l'objet d'une sanction de la part des conseils municipaux concernés, une forme déjà officialisée a été modifiée, une dénomination en usage a été officiellement reconnue et une autre appellation usitée a pu être recueillie.

La Commission a ainsi répondu à 95 consultations provenant surtout de municipalités, d'organismes de l'Administration, d'étudiants, d'enseignants, de rédacteurs ou de citoyens.

4. Le Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec

4.1 Le contexte

La production de tels ouvrages est un objectif que se donnent de plus en plus de pays comme moyen de présenter et d'enrichir leur patrimoine culturel. Au Canada, déjà sept provinces peuvent s'honorer de telles réalisations. Au Québec, un premier **Dictionnaire sur les noms géographiques de la province de Québec** rédigé par Pierre-Georges Roy a paru en 1906.

Le projet Dictionnaire actuellement en voie de réalisation a été amorcé il y a maintenant quatre ans. Nous en prévoyons le lancement pour juin 1993.

4.2 Le contenu

Il contiendra quelque 6 000 rubriques d'une longueur moyenne de 10 à 15 lignes. Y sont traités globalement les municipalités, cantons, régions, MRC, circonscriptions, villages nordiques, réserves et villages autochtones, zecs et réserves fauniques. On y trouvera également de nombreux autres noms de lieux géographiques (lacs, rivières, montagnes, chutes, îles, rapides, caps, anses, etc.) retenus pour leur importance géographique ou leur intérêt toponymique, et aussi en tenant compte de leur répartition régionale, ethnique et linguistique.

Les rubriques couvrent au-delà d'une cinquantaine de champs d'information portant notamment sur l'identification des toponymes, leur description, leur localisation, leur mode de désignation, leur origine, et leurs diverses autres caractéristiques d'intérêt toponymique et onomastique (voir, à l'annexe 1, un schéma explicatif des types d'informations).

4.3 La présentation

Constituant un volume de quelque 1 400 pages, de format 8 1/2" X 11", le Dictionnaire comportera environ 400 illustrations, dont 50 % en couleur, et 35 cartes géographiques en couleur, des textes d'introduction, une bibliographie et un index onomastique détaillé comprenant toutes les variantes et formes anciennes relevées pour chaque toponyme officiel traité.

Vingt rédacteurs et rédactrices, dont huit parmi le personnel régulier de la Commission, ont contribué à la réalisation de l'ouvrage.

4.4 Les travaux à compléter

Rédaction :	80 rubriques
Révision d'auteur :	1 200 rubriques
Saisie informatique des corrections d'auteurs :	6 000 rubriques
Révision littéraire :	6 000 rubriques
Révision technique finale :	6 000 rubriques
Choix définitif des illustrations :	400
Cartographie (validation) :	35 cartes
Rédaction des textes de présentation, de la bibliographie et des index	
Coordination des phases de l'édition	

5. Les décisions

5.1 L'officialisation des toponymes et des odonymes

Au cours de l'année 1991-1992, les membres de la Commission de toponymie ont tenu sept réunions.

La Commission a officialisé 5 532 noms de lieux, dont 1 558 toponymes et 3 974 odonymes. Elle a aussi émis 738 avis, dont 146 avis toponymiques et 592 avis odonymiques.

Les toponymes

Officialisations

Les opérations ont principalement porté sur le traitement de noms de lacs (surtout dans les zecs et pourvoires), de ponts, de parcs municipaux et d'équipements d'Hydro-Québec (barrages, centrales, postes de transformation, ...). Une vingtaine de dossiers de désignations commémoratives ont aussi été traités.

Il convient de noter que le volume de toponymes officialisés au cours du dernier exercice (1 558) est sensiblement inférieur à la moyenne de 3 795 établie au cours des dix dernières années.

Cela tient aux principaux facteurs suivants : la plupart des corpus toponymiques les plus importants du territoire québécois ont déjà été traités; la production cartographique exigeant l'intervention de la Commission a connu une baisse conjoncturelle; les enquêtes de terrain ont été mises en veilleuse au profit du traitement de corpus plus complexes (zecs et pourvoires), dans le cadre de l'opération « qualité » menée par la Commission depuis 1990. Enfin, la priorité accordée à la réalisation de notre projet de Dictionnaire continue à mobiliser une part importante des ressources de la Commission.

Avis toponymiques

Au cours des dix dernières années, la Commission a émis en moyenne 128 avis toponymiques par année. Le nombre d'avis (146) émis cette année s'inscrit donc dans cette moyenne. Ces avis s'adressent en général aux ministères et aux diverses agences gouvernementales qui, dans certains cas, peuvent avoir une juridiction dans la dénomination de lieux.

Les odonymes

Officialisations

Ce programme continue de retenir l'attention soutenue de la Commission. Des ententes finales ont

été conclues avec 986 des 1476 municipalités du Québec depuis la mise en oeuvre de ce programme en 1978, dont 21 municipalités et deux territoires non organisés au cours du dernier exercice (voir l'annexe 2). L'odonymie des 23 villages nordiques et de 29 réserves indiennes n'a pas encore été traitée.

Au cours des dix dernières années, la Commission a maintenu un rythme moyen d'officialisation de 3 582 odonymes par année. La production du dernier exercice (3 974) est donc légèrement au-dessus de cette moyenne. Cela tient notamment à la finalisation de dossiers municipaux importants, tels que Saint-Jérôme, Sherbrooke, Gatineau et La Prairie.

Soulignons que la collaboration active du milieu municipal aura permis, au 31 mars 1992, l'officialisation de 49 203 désignations odonymiques, tandis que quelque 30 000 autres demeurent en cours d'analyse ou de négociation.

Il convient de signaler qu'au cours de l'exercice, le Service de l'odonymie de la Commission a eu à répondre à quelque 850 demandes d'intervention provenant du milieu municipal.

Avis odonymiques

Au cours des neuf dernières années, la Commission a émis une moyenne annuelle de 4 747 avis odonymiques. Mais, au fil des ans, le nombre de tels avis s'est considérablement amenuisé du seul fait que l'analyse initiale des dossiers municipaux est largement complétée, d'où le nombre restreint de 592 avis émis au cours du dernier exercice.

Les tableaux 4, 5A et 5B qui suivent donnent la répartition des noms officialisés au cours des deux derniers exercices, selon divers paramètres qui permettent de mieux comprendre la nature des interventions de la Commission.

Tableau 4

Les décisions de la Commission (toponymes et odonymes) en 1990-1991 et 1991-1992

Répartition des décisions selon leur nature	1990-1991	1991-1992
Nouveaux noms	2 663	5 532
Changements de noms	246	324
Désofficialisations	31	12

Tableau 5A

Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1990-1991 et 1991-1992

Répartition selon l'origine des demandes	1990-1991	1991-1992
Ministères et organismes du gouvernement	860	640
Municipalités	1 400	4 287
Associations et individus	403	605
Total	2 663	5 532

Tableau 5B

Répartition selon les types d'entités	1990-1991	1991-1992
Entités topographiques	178	62
Entités hydrographiques	633	997
Milieu biotique	221	2
Lieux habités	139	32
Espaces administratifs	37	135
Autres espaces désignés	53	36
Bâtiments	2	11
Autres entités artificielles	159	283
Voies de communication	1 241	3 974
Total	2 663	5 532

Les ministères et organismes du gouvernement, et surtout les municipalités, demeurent les principaux requérants à l'origine des demandes d'officialisation. Celles venant des municipalités concernent tout particulièrement les noms de voies de communication et de parcs publics. Pour ce type d'entité, la Commis-

sion partage sa compétence avec les corporations municipales. En 1991-1992, 72 % de tous les noms officialisés se retrouvent dans cette catégorie et 18 % dans la catégorie des entités hydrographiques.

Bien que les activités reliées à la désignation des lieux soient diversifiées, dans l'ensemble, l'officialisation des noms d'entités hydrographiques et des voies de communication représente encore un pourcentage élevé des décisions prises par la Commission. Il est à prévoir qu'il en sera de même durant plusieurs années encore.

Précisons que le programme d'enquêtes toponymiques sur le terrain, un des moyens privilégiés par l'organisme pour enrichir la banque de toponymes, a permis l'officialisation de 647 toponymes, même s'il ne s'est agi que d'interventions ponctuelles limitées.

5.2 La langue de dénomination des toponymes officialisés

Les noms de lieux (toponymes) du Québec témoignent à la fois de l'histoire et de l'usage courant issus des apports linguistiques et socioculturels des divers milieux.

En effet, ce sont les nommants, souvent anonymes, qui choisissent la langue donnée aux noms de lieux, mais ce sont les utilisateurs qui en consacrent l'usage. C'est après constat d'un usage bien établi, parfois de nombreuses années plus tard, que la Commission de toponymie est appelée à officialiser les noms donnés aux lieux.

Les tableaux 6A et 6B qui suivent illustrent la répartition des toponymes et odonymes selon leur appartenance linguistique.

Tableau 6A

Les toponymes et odonymes officialisés par la Commission en 1991-1992

Répartition selon l'appartenance linguistique	Toponymes (%)	Odonymes (%)	Total (%)
Français	1 329 (85,3)	3 428 (86,2)	4 757 (86,0)
Anglais	171 (11,0)	452 (11,4)	623 (11,3)
Langues amérindiennes	12 (0,7)	31 (0,8)	43 (0,8)
Inuktitut	9 (0,7)	— —	9 (0,1)
Autre	37 (2,3)	63 (1,6)	100 (1,8)
Total	1 558 (100,0)	3 974 (100,0)	5 532 (100,0)

Tableau 6B

État de la répartition linguistique au 31 mars 1992*	Toponymes	(%)	Odonymes	(%)	Total	(%)
Français	76 560	(72,6)	43 509	(88,5)	120 069	(77,6)
Anglais	12 543	(11,9)	4 323	(8,8)	16 866	(10,9)
Langues amérindiennes	7 900	(7,5)	242	(0,5)	8 142	(5,3)
Inuktitut	2 492	(2,3)	—	—	2 492	(1,6)
Autres	6 013	(5,7)	1 115	(2,2)	7 128	(4,6)
Total	105 508	(100,0)	49 189	(100,0)	154 697	(100,0)

* Ce tableau présente le bilan global, au 31 mars 1992, des toponymes (105 508) et odonymes (48 189), répartis selon leur appartenance linguistique, qui ont été officialisés au Québec au cours des 80 dernières années, soit un total de 154 697. Nous estimons à environ 85 000 le nombre de toponymes et à 30 000 le nombre d'odonymes en usage qui n'ont pas encore été traités, tandis que des centaines de milliers de lieux demeurent encore innommés.

5.3 Les politiques et les normes

S'inspirant des recommandations adoptées au cours des 25 dernières années lors des Conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques, la Commission a déjà élaboré plusieurs politiques et publié plusieurs guides destinés à baliser son action en ce domaine et, au fil des ans, elle continue à se faire un devoir de tenter d'en améliorer sans cesse la qualité en tenant compte du contexte québécois de leur application. Ainsi, cette année, il lui est apparu important d'apporter une précision au critère de choix relatif à l'exclusion des noms de personnes vivantes ou décédées depuis moins d'un an afin d'écarter les ambiguïtés quant à l'interprétation de sa politique relative aux désignations toponymiques (voir l'énoncé de cette politique à l'annexe 3).

La politique sur le traitement des noms autochtones a aussi été retouchée. Réitérant sa reconnaissance de la nomenclature géographique autochtone comme élément du patrimoine toponymique du Québec, la Commission a néanmoins jugé opportun de renforcer ses règles administratives sur la consultation des milieux locaux concernés préalablement à l'officialisation ou au changement de noms dans les territoires habités ou fréquentés par les autochtones, lorsque ces noms présentent des problèmes de contacts linguistiques en raison de la fréquentation de ces lieux par des non-autochtones.

La Commission a aussi adopté des mesures propres à familiariser davantage les non autochtones avec les caractéristiques linguistiques de ces noms, notamment en assurant aux variantes autochtones des noms officiels une plus grande diffusion dans les documents officiels de la Commission, tels que le **Répertoire toponymique du Québec** et le **Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec**. Ils pourront aussi paraître sur des cartes assorties d'un signe graphique permettant de les distinguer des toponymes officiels auxquels ils sont associés.

6. Les relations avec l'Administration publique et parapublique québécoise

Certaines dispositions de la **Charte de la langue française** reconnaissent à diverses autres instances administratives de l'État des responsabilités, sinon l'autorité décisionnelle, en matière toponymique. Appelée à intervenir de façon organique dans tous les cas, la Commission, au cours de l'année, a eu l'occasion d'exprimer à plusieurs reprises ses avis et de faire valoir ses vues quant à la qualité des décisions, sinon à prendre elle-même des décisions.

6.1 L'Administration centrale

6.1.1 Les autorités toponymiques

La compétence générale de la Commission de toponymie sur les noms de lieux s'exerce différemment selon qu'il s'agit d'entités géographiques naturelles ou d'entités géographiques administratives, du moins quant à certaines étapes du processus entourant la désignation d'un lieu.

La Commission possède une juridiction exclusive sur les noms des entités naturelles, telles les montagnes, les lacs, les rivières, etc., de même que sur un grand nombre d'entités administratives.

La Commission exerce par ailleurs une juridiction concurrente, c'est-à-dire partagée, avec chacune des municipalités du Québec. Les seules entités concernées ici sont essentiellement les voies de communication (rues, avenues, chemins, etc.) et les parcs publics municipaux.

6.1.2 La vérification toponymique

Afin de s'assurer que la seule toponymie officielle est diffusée par les organismes de l'Administration, la Commission offre un service conseil qui vise à ce que les grands utilisateurs de toponymes, comme les ministères et organismes à vocation territoriale, diffusent une toponymie de qualité, c'est-à-dire conforme à la nomenclature géographique officielle.

Au cours de cette année, plus de 14 000 toponymes ont été vérifiés, corrigés ou ajoutés au besoin, et cela, sur 471 documents cartographiques provenant surtout du ministère de l'Énergie et des Ressources, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (cartes de zecs et de pourvoiries) et du ministère des Transports. D'autres vérifications s'inscrivent aussi dans le cadre de projets spécifiques, notamment avec Hydro-Québec.

Un protocole lie actuellement le Bureau d'approbation du matériel didactique du ministère de l'Éducation et la Commission de toponymie en vertu duquel tout ouvrage à contenu toponymique soumis au ministre pour approbation est présenté à la Commission pour évaluation. Dans cette démarche, au cours des douze derniers mois, trois volumes ont été analysés et recommandés pour approbation, leur contenu s'étant avéré conforme.

6.1.3 Les espaces protégés

On entend par espaces protégés ces portions du territoire québécois dont on veut assurer la préservation de l'environnement par des législations particulières. Différents ministères et organismes interviennent en ce domaine et la Commission s'est assurée leur collaboration afin que la dénomination de ces espaces soit faite de façon appropriée.

C'est ainsi que la Commission a émis des avis sur la dénomination de quatre futures réserves écologiques et officialisé le nom de six nouvelles réserves, soit :

- Réserve écologique James-Little
- Réserve écologique Louis-Babel
- Réserve écologique Marcelle-Gauvreau
- Réserve écologique du Ruisseau-de-l'Indien
- Réserve écologique Thomas-Fortin
- Réserve écologique Victor-A.-Huard

La Commission a aussi émis des avis favorables sur la dénomination de deux futures forêts d'enseignement et de recherche.

6.1.4 Les barrages, centrales et postes d'Hydro-Québec

En vue d'assurer la normalisation adéquate des toponymes identifiant les infrastructures de cette société d'État et d'offrir aux usagers des références fiables et de qualité, la Commission et Hydro-Québec sont convenus de mettre en oeuvre un processus approprié de traitement de ce corpus toponymique.

Cette démarche a donné lieu à la transmission de deux avis à Hydro-Québec concernant 54 noms de barrages, de centrales hydroélectriques et centrales thermiques dans diverses régions du Québec, et 52 noms de postes de distribution, de répartition et de transport d'énergie des régions de Manicouagan et du Saguenay.

6.1.5 La toponymie du Vieux-Port de Montréal

La Corporation du Vieux-Port de Montréal a demandé à la Commission une évaluation de la toponymie de ce site historique; ce qui a permis l'officialisation d'une vingtaine d'entités portuaires.

6.1.6 Les noms d'édifices publics et d'écoles

Dans le cadre du programme qu'elle a mis en oeuvre au cours de l'exercice 1990-1991 pour favoriser la dénomination des édifices, ouvrages d'art et autres constructions, la Commission a été appelée, cette année, à répondre à plus d'une cinquantaine de consultations et d'avis techniques sur le choix de nom et sur les règles d'écriture portant sur ces types d'entités tandis qu'elle a officialisé les noms de six édifices publics :

- Édifice Adélarde-Godbout à Saint-Jean-Port-Joli
- Édifice Georges-Émile-Lapalme à Québec
- Édifice Hector-Fabre à Québec
- Édifice Marie-Fitzbach à Québec
- Édifice Yvette-Boucher-Rousseau à Sherbrooke
- Bibliothèque Léo-Pol-Morin à Cap-Saint-Ignace

6.1.7 Les bureaux de poste

Considérant l'opportunité d'assurer dans toute la mesure du possible la meilleure concordance entre les noms des bureaux de poste et ceux des municipalités où ils se trouvent, la Commission a été appelée, à la demande de la Société canadienne des postes, des municipalités ou de sa propre initiative à émettre des avis favorables à des changements de noms pour les trois bureaux de postes suivants :

- Langlais est devenu L'Ascension-de-Notre-Seigneur
- Martel est devenu Saint-Honoré-de-Chicoutimi
- Vincennes est devenu Saint-Luc-de-Vincennes

6.2 Les municipalités

6.2.1 Les circonscriptions électorales municipales

En vertu du chapitre III de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, toute municipalité dont la population est de 20 000 habitants ou plus doit diviser son territoire en districts électoraux. La loi précise également que toute autre municipalité peut aussi s'assujettir à cette obligation. C'est dans ce contexte que la Commission officialise et tient à jour les noms des circonscriptions électorales municipales.

Actuellement, le Québec compte 57 municipalités de plus de 20 000 habitants, donc qui doivent se conformer à la Loi, et 137 autres qui ont manifesté leur intention de s'y assujettir également. Au cours de l'année, la Commission a ainsi officialisé huit nouvelles circonscriptions électorales des municipalités de Masson et Longueuil; ce qui, au 31 mars 1992, porte à 76 le nombre de municipalités qui se sont conformées aux dispositions de la Loi, et à 641 le nombre de circonscriptions électorales municipales officialisées par la Commission.

6.2.2 Les noms de municipalités

C'est en vertu de la *Loi sur l'organisation territoriale municipale* et d'un protocole convenu entre le ministère des Affaires municipales et la Commission de toponymie que tout projet de désignation d'une nouvelle municipalité ou de changement de nom ou de statut d'une municipalité existante est évalué par notre organisme.

Au cours de l'année, la Commission est intervenue dans 21 dossiers, dont plusieurs, d'ordre technique, résultent d'un amendement à la *Loi sur l'organisation territoriale municipale*, modifiant la désignation de certains statuts municipaux.

6.2.3 Les noms de voies de communication (odonymes)

(Voir le chapitre 5, section 5.1 ci-dessus.)

6.2.4 Les ponts et les ponts couverts

Grâce à l'étroite collaboration du ministère des Transports et des municipalités, la Commission a poursuivi, cette année encore, son programme d'inventaire et d'officialisation des noms de ponts et de ponts couverts au Québec. Son action s'est principalement concentrée dans les régions de la Montérégie, de l'Estrie, de la Mauricie-Bois-Francs et des Laurentides. C'est ainsi que 272 nouveaux ponts ont pu être officialisés et que le corpus de ce type d'entités toponymiques s'élève maintenant à 1016 noms, soit à environ 30 % de l'ensemble des ponts inventoriés sur le territoire québécois.

6.2.5 Les parcs publics et les parcs-écoles

Grâce à la collaboration de certaines municipalités avec lesquelles elle partage sa compétence en ce domaine, la Commission a poursuivi son inventaire des parcs municipaux, ce qui a permis l'officialisation de 95 nouveaux noms de parcs publics et de 13 noms de parcs-écoles, dont 78 dans les seules villes de Québec et de La Prairie. Au 31 mars 1992, le corpus de ce type d'entités toponymiques s'élevait à 676 noms officiels.

7. Les relations avec les autres clientèles et les citoyens

7.1 Les zones d'exploitation contrôlée (zecs)

L'opération entreprise l'année dernière de désignation systématique de lacs encore innommés de la zec Bras-Coupé-Désert s'est poursuivie cette année; ce qui a permis l'officialisation de 247 nouveaux toponymes. Une démarche semblable a aussi été amorcée en regard des zecs Onatchiway et Rivière-aux-Rats de la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean. L'analyse de ces dossiers entreprise à la demande et avec la collaboration des autorités responsables de la gestion de ces zecs porte sur le choix de quelque 740 et 490 noms respectivement et s'avère particulièrement exigeante du fait que les noms, à défaut de référence à l'usage doivent être recherchés dans l'inédit. Des interventions ponctuelles ont aussi été faites dans d'autres zecs, notamment dans la zec du Bas-Saint-Laurent où, à la demande des autorités de la zec, la désignation commémorative d'un mont a été effectuée à la mémoire de Guy Leblanc, un arpenteur professionnellement et socialement engagé de la région et ancien député de la circonscription électorale de Rimouski à la Chambre des Communes.

7.2 Les pourvoies

Dans le but de mieux sensibiliser les pourvoyeurs à ses objectifs de qualité toponymique et d'en arriver, idéalement, à ce que toutes les entités hydrographiques à l'intérieur de chaque pourvoirie aient un nom officiel conforme à ses normes et critères de choix, quelle que soit son mode d'attribution, la Commission a décidé de systématiser davantage son intervention dans ce secteur. À cette fin, cette année, elle a pris l'initiative de communiquer avec les 208 pourvoies des régions administratives du Saguenay — Lac-Saint-Jean, de la Mauricie — Bois-Francs, des Laurentides et de Lanaudière. De ce nombre, 131, soit 71 %, ont répondu à notre attente; ce qui a permis l'officialisation de 651 nouveaux toponymes dans 55 pourvoies.

Considérant l'opération dans son ensemble, un peu plus de 25 % de tous les pourvoyeurs du Québec ont, à ce jour, finalisé leur dossier avec la Commission. Ce tableau en montre la répartition régionale (voir le tableau 7).

Tableau 7

La répartition régionale des dossiers de pourvoies traités

	Nombre de pourvoies par région	Nombre de dossier traités	Pourcentage %
Gaspésie	15	3	20,0
Saguenay — Lac-Saint-Jean	41	18	43,9
Québec	42	17	40,4
Mauricie — Bois-Francs	78	43	55,1
Estrie	6	6	100,0
Laurentides et Lanaudière	89	70	78,6
Outaouais	96	6	6,2
Abitibi-Témiscamingue	106	10	9,4
Côte-Nord	100	10	10,0
Nord-du-Québec	63	3	4,7
Total	636 *	186 **	25,5

* De ce nombre, 275 sont des pourvoies à droits exclusifs.

** De ce nombre, 52 sont des pourvoies à droits exclusifs.

7.3 Le milieu amérindien

Bien qu'il relève de la compétence fédérale de statuer sur les noms des réserves indiennes, la Commission de toponymie procède tout de même à leur officialisation dès que lui sont connues les nouvelles

appellations. Elle a ainsi procédé cette année au changement officiel du nom de **Mistassini** en celui de **Mistissini**, conformément au vœu exprimé par le Conseil de bande local. (Voir le chapitre 5, section 5.3 ci-dessus.)

7.4 Les citoyens

Il y a déjà plusieurs années que la Commission a intégré à son plan annuel un volet « qualité » comme critère de performance dans l'évaluation du rendement de ses programmes et qu'elle s'efforce ainsi d'apporter sa meilleure contribution à la réalisation des objectifs gouvernementaux portant sur la qualité totale dans la fonction publique et en particulier sur la qualité des services offerts aux citoyens.

De fait, au cours du dernier exercice, 788 jours/personnes ont été consacrés au maintien et à l'amélioration des produits et des services offerts par la Commission.

La diffusion des décisions

Si, à l'occasion, la Commission a pu ne pas satisfaire aux vœux de tous ceux qui requièrent ses services, elle n'a toutefois eu à enregistrer aucune plainte sur la façon dont elle a traité ses dossiers. Elle s'est en effet employée non seulement à communiquer ses décisions avec célérité, mais aussi à bien les justifier en les assortissant, le cas échéant, de toute documentation opportune; c'est ainsi que 1 240 feuillets cartographiques à jour ont été transmis à des requérants pour leur permettre de mieux localiser les toponymes officiels.

Les consultations toponymiques

Durant la dernière année, 2 853 demandes d'information toponymique ont été acheminées à la Commission, soit une hausse de plus de 13 % par rapport à l'exercice précédent. De ce nombre, 675 réponses ont nécessité l'envoi de documents aux demandeurs. Une consultation pouvant porter sur plus d'un thème, un total de 3 308 avis ont ainsi été fournis aux requérants. Le tableau 8A présente la répartition des consultations selon le thème abordé dont, parmi les principaux, la graphie, les règles d'écriture des toponymes et des odonymes, leur origine, leur signification, leur localisation ainsi que des informations sur la nomenclature officielle.

La clientèle extérieure à l'Administration publique québécoise constitue l'essentiel des requérants avec 63 % des demandes. Il est intéressant de souligner l'intérêt accru des citoyens pour la toponymie, puisqu'après l'Administration publique (31,2 %) ils constituent le second groupe (19,9 %) à faire appel à notre service de consultation. Le tableau 8B présente la répartition des consultations selon les catégories de demandeurs.

Tableau 8A

Les consultations toponymiques en 1991-1992

Répartition selon leur nature	Nombre	Pourcentage
Nom officiel pour une entité ou un territoire	492	14,87
Graphie des toponymes	448	13,54
Règles d'écriture	334	10,10
Origine et signification d'un toponyme	292	8,83
Localisation des toponymes	220	6,66
Procédure d'officialisation	197	5,96
Graphie des odonymes	192	5,80
Fichier des toponymes populaires	138	4,17
Publications	132	3,99
Critères de choix	114	3,45
Terminologie géographique	103	3,11
Gentilés	95	2,87
Localisation des toponymes	88	2,66
Établissements amérindiens et inuit	85	2,57
Régionymie	79	2,39
Aspects juridiques	70	2,12
Édifices, salles, écoles	54	1,63
Géographie générale	48	1,45
Copies diazo de cartes	34	1,03
TOPOS	21	0,63
Genre et prononciation des toponymes	13	0,39
Affichage	11	0,33
Numérotation d'immeubles	7	0,21
Divers	41	1,24
Total	3 308	100,00

Tableau 8B

Répartition selon les catégories des demandeurs	Nombre	1991-1992 %	1990-1991 %	1989-1990 %
Administration publique provinciale (excluant l'Office de la langue française)	891	31,23	28,91	31,11
Citoyens	568	19,91	15,21	12,80
Entreprises privées	423	14,83	19,54	21,71
Municipalités	368	12,90	13,07	8,46
Gouvernement du Canada	157	5,50	5,72	5,85
Office de la langue française	154	5,40	6,99	7,32
Organismes scolaires	145	5,08	4,88	4,95
Organismes parapublics	118	4,14	4,29	4,70
Médias	29	1,02	1,39	3,10
Total	2 853	100,00	100,00	100,00

Les publications

Les noms approuvés par la Commission au cours de l'année doivent, en vertu de la Loi, faire l'objet de publication au moins une fois l'an à la **Gazette officielle du Québec**. Cette publication est toujours fort attendue par les principales clientèles de la Commission. En 1991, la Commission est parvenue à mettre

ce document en circulation dès le 1^{er} juin, soit deux mois après la fin de l'exercice financier. Il en fut de même pour le **Supplément cumulatif du Répertoire toponymique du Québec** qui fut disponible aux usagers dès mai 1991.

8. Les relations fédérales et interprovinciales

8.1 Le Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG)

8.1.1 La structure et le fonctionnement du Comité

Les relations que la Commission entretient avec divers ministères du gouvernement fédéral et des autorités toponymiques provinciales et territoriales se font par l'intermédiaire du Comité permanent canadien des noms géographiques (CPCNG). Ce comité est composé d'un représentant nommé par chaque province et territoire du Canada et de représentants des ministères fédéraux qui s'occupent de la cartographie, des archives, de la défense, de la traduction et de l'administration du territoire. Il dispose d'un secrétariat dont le personnel est nommé par le ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le président du Comité est désigné par le ministre, après consultation des membres du Comité. Pour l'assister, le Comité s'est doté de trois comités consultatifs dont les mandats respectifs portent sur la nomenclature glaciologique et alpine, la recherche toponymique et les noms d'entités marines et sous-marines.

8.1.2 La réunion annuelle du Comité

Le Comité permanent canadien se réunit une fois par année, soit dans l'une ou l'autre des provinces, soit dans les territoires, ou bien à Ottawa. Le rôle dévolu au CPCNG, à titre d'organisme de coordination, est de favoriser la normalisation pancanadienne du traitement des noms et de la terminologie géographiques, et de contribuer à l'élaboration et à l'implantation de normes internationales établies par les Nations Unies.

La trentième réunion annuelle du Comité permanent et de ses comités consultatifs s'est tenue à Cardston, Alberta, du 10 au 14 septembre 1991.

Les principaux sujets à l'ordre du jour furent : les politiques et les programmes sur les noms autochtones; les toponymes péjoratifs; les activités des Nations Unies sur les noms géographiques; la diffusion nationale des banques de données toponymiques; la réalisation d'un Répertoire national concis des noms géographiques; la production d'un vidéo sur les noms de lieux du Canada; la constitution d'une trousse pédagogique pour les besoins internationaux de formation pratique en toponymie.

9. Le rayonnement de la Commission de toponymie

L'activité de toute autorité toponymique s'inscrit au centre d'une chaîne d'actions de divers ordres, depuis le niveau local, régional et national jusqu'à la diffusion internationale. Inversement, des préoccupations de niveau international (normalisation, cartographie, informatique) ont leur impact jusqu'au niveau du choix et de l'écriture de chacun des noms géographiques. (Voir tableau 9.)

9.1 La quinzième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour la normalisation des noms géographiques (GENUNG)

Les réunions de ce groupe d'experts se tiennent tous les deux ans. La dernière, à laquelle a participé le président, s'est tenue à Genève du 11 au 19 novembre 1991. À cette occasion, les discussions ont notamment porté sur les points suivants : l'évaluation de la mise en oeuvre des résolutions des cinq dernières Conférences des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques; les communications et la coordination avec les autres organisations internationales; la formation en toponymie appliquée dans les pays en voie de développement; la diffusion internationale des banques de données et des répertoires toponymiques; les lignes directrices en toponymie; la terminologie; les systèmes de romanisation linguistique; les noms de pays; la normalisation dans les pays multilingues; les exonymes.

9.2 La dix-septième réunion annuelle de la Société d'histoire coloniale française

Cette société s'est donnée comme vocation de faire connaître, de protéger et de diffuser la contribu-

tion historique d'expression française à l'époque coloniale et de façon particulière, dans les Amériques et aux États-Unis.

Lors de la dernière réunion de cette société qui s'est tenue à Chicago du 9 au 12 mai 1991, le président y a présenté une communication sur le projet de **Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec** en voie de préparation à la Commission.

9.3 Les visiteurs de marque à la Commission de toponymie

Au cours de l'exercice 1991-1992, la Commission a accueilli plusieurs visiteurs intéressés à connaître son rôle et son activité. Il convient de souligner en particulier la visite de monsieur Loïc Depecker, président de la Commission de toponymie du Conseil national de l'Information géographique de France (CNIG), organisme de concertation et de coordination nationale en matière de toponymie qui relève directement du Cabinet du premier ministre, ainsi que la visite de madame Boukhari Fatiha, membre de l'Association nationale pour le développement de la commune algérienne.

À ces occasions, divers projets de concertation et de coopération ont été abordés, notamment, avec le visiteur français : aux plans de la législation, de la réglementation, des pouvoirs, de la normalisation, de la terminologie et de l'informatique; et avec le visiteur algérien : aux plans de la législation, de l'inventaire, du traitement et de l'officialisation toponymiques, de la recherche, de l'animation et des publications.

Tableau 9

Les missions de la Commission de toponymie en 1991-1992 sur le plan national et international

Domaine	Organisme	Lieu et date
Rayonnement	17 ^e Réunion annuelle de la Société coloniale française	Chicago, mai 1991
Coordination administrative	Comité permanent canadien des noms géographiques	Alberta, septembre 1991
Normalisation	15 ^e Session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques	Genève, novembre 1991

10. Les désignations toponymiques commémoratives

Poursuivant son programme de désignations toponymiques destiné à rendre hommage à des personnes ayant contribué de façon significative au développement du Québec ou pour souligner des événements marquants à cet égard, la Commission a été appelée, cette année encore, à rehausser de son prestige certaines initiatives (voir tableau 10) en y participant activement et émettant, dans certains cas, des certificats de désignation commémorative et des plaques murales topographiques.

Pour répondre à des besoins d'identification de lieux innommés et à diverses consultations techniques au sujet de notes biographiques sur des personnages qui ont contribué au façonnement de l'identité québécoise, la Commission de toponymie a également poursuivi son projet de développement d'une banque de noms. Au cours de l'année, 77 noms ont été ajoutés à cette réserve, portant ainsi le total à plus de 393 entrées.

Tableau 10

La liste des désignations toponymiques commémoratives

Toponyme officialisé (date d'officialisation)	Référence territoriale (région administrative)	Personne ou événement commémoré	Remise de certificats
Mont Hudon-Beaulieu (1991-04-12)	Hébertville (Saguenay — Lac-Saint-Jean)	Hommage aux familles Hudon et Beaulieu du Saguenay — Lac-Saint-Jean et à leur ancêtre, Moïse Hudon (1801-1890).	À venir
Édifice Georges-Émile-Lapalme (1991-04-07)	Québec (Québec)	Georges-Émile Lapalme (1907-1985), ministre des Affaires culturelles lors de la création de l'Office de la langue française en 1961.	À venir
Pont Mathurin-R.-Saint-Amant (1991-06-07)	Deschambault (Québec)	Mathurin-Robert Saint-Amant, ancêtre québécois des famille Saint-Amand, s'est établi en 1699 près de la rivière où est construit le pont.	À l'occasion du premier rassemblement de l'Association des familles Saint-Amand, le 27 juillet 1991.
Parc Adolph-Ozell (1991-06-07)	La Macaza (Laurentides)	Adolph Ozell (1925-1979) d'origine polonaise, né à La Macaza, a oeuvré notamment comme secrétaire-trésorier de la municipalité.	À venir
Pont Antoine-Bélanger (1991-06-07)	Beaupré (Québec)	Antoine Bélanger (1907-1989) fut maire de la ville de Beaupré (1959-1975) et initiateur du développement du parc du Mont-Saint-Anne.	À l'occasion d'une cérémonie officielle organisée par la ville de Beaupré, le 26 août 1991.
Parc de Farmigton (1991-06-07)	Lac-Mégantic (Estrie)	Évocation du jumelage des villes de Lac-Mégantic, au Québec, et de Farmington, dans l'État du Maine.	
Pont Daunais-Decoigne (1991-06-07)	Napierville (Montérégie)	Amable Daunais (1816-1839), Louis-Mars Decoigne (1804-1839) et ses frères Pierre-Théophile (1808-1939) et Pierre-François-Olivier (1818-1839) ont participé au soulèvement des Patriotes de 1837.	
Pont Henry-Grégoire (1991-06-07)	Napierville (Montérégie)	Henry Grégoire, ancien maire de la municipalité du village de Napierville, fut responsable de la réalisation du projet du pont dénommé en son honneur.	À venir

Toponyme officialisé (date d'officialisation)	Référence territoriale (région administrative)	Personne ou événement commémoré	Remise de certificats
Brésolettes (1991-08-02)	Beauport (Québec)	Lieu d'origine, en France, de Guillaume Pelletier (1598-1657), l'un des ancêtres des familles Pelletier.	À l'occasion du rassemblement des familles Pelletier (350 ^e anniversaire), le 8 septembre 1991.
Mont Guy-LeBlanc (1991-11-29)	Zec du Bas-Saint-Laurent (Bas-Saint-Laurent)	Guy Leblanc (1921-1990), arpenteur, fut député de la circonscription électorale de Rimouski à la Chambre des communes (1965-1972).	
Bibliothèque Léo-Pol-Morin (1991-11-29)	Cap-Saint-Ignace (Chaudière-Appalaches)	Léo-Pol Morin (1892-1941), pianiste, compositeur, musicologue, professeur et conférencier.	
Pointe Christophe-Colomb (1991-11-29)	Île d'Anticosti (Côte-Nord)	Hommage à Christophe Colomb (vers 1451-1506). Commémoration du 500 ^e anniversaire de sa venue sur la côte américaine.	
Édifice Adélarde-Godbout (1992-11-29)	Saint-Jean-Port-Joli (Chaudière-Appalaches)	Adélarde Godbout (1892-1952), député de la circonscription électorale de l'Islet (1929-1948) et premier ministre du Québec (1939-1944).	
Barrage Walter-Mackenzie (Parc Walter-Mackenzie) (1992-01-24)	Scotstown (Estrie)	Walter Mackenzie (1915-1990), employé de la ville de Scotstown pendant plus de 35 ans, s'est impliqué dans de nombreuses oeuvres et associations dans la municipalité.	
Édifice Hector-Fabre (1992-01-24)	Québec (Québec)	Hector Fabre (1834-1910) fut le premier représentant du Québec et du Canada (1882-1910) en France.	À venir
Édifice Marie-Fitzbach (1992-01-24)	Québec (Québec)	Marie Fitzbach (1806-1886) fut la fondatrice de la Communauté des soeurs du Bon-Pasteur en 1856.	À venir
Parc Alexis-Caron (1992-01-24)	Grande-Vallée (Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine)	Alexis Caron (1800-1865) fut le premier résident de Grande-Vallée en 1842.	
Parc Jean-Mignaux (1992-03-02)	Beauport (Québec)	Jean Mignaux est l'un des ancêtres des familles Migneault et Mignaux.	À venir
Édifice Yvette-Boucher-Rousseau (1992-03-02)	Sherbrooke (Estrie)	Yvette Boucher-Rousseau (1917-1988) fut notamment présidente de la Fédération des femmes du Québec et sénatrice à Ottawa.	À venir

11. Les communications

La fonction « communication » intervient dans deux champs d'activité, soit l'information et les relations publiques, et les publications.

11.1 L'information et les relations publiques

Sélectionnées avec soin en tenant compte des ressources disponibles, les activités d'information et de relations publiques sont conçues pour répondre aux besoins des principales clientèles de la Commission, et aussi du grand public.

La Commission juge importantes ces occasions de visibilité pour mieux faire connaître son mandat, ses politiques, ses programmes, ses réalisations ainsi

que ses publications, et aussi pour promouvoir l'utilisation et le développement d'une toponymie de qualité sur le territoire du Québec.

Durant l'année, la Commission a ainsi participé, avec son stand d'information, à trois événements (voir le tableau 11).

La Commission a également procédé, en avril 1991, au lancement régional du **Répertoire odonymique de la MRC de Matane** qu'elle avait réalisé l'année précédente, de même qu'au dévoilement, en octobre 1991, d'un panneau d'interprétation toponymique situé à Cap-Rouge, dont le texte émane de la Commission.

Tableau 11

Les stands de la Commission de toponymie

Activité	Date	Lieu
Semaine du Français	15 au 19 avril 1991	Québec
Salon Info-Services Plus	18 au 21 avril 1991	Matane
Congrès de l'Association des pourvoyeurs	27 au 30 novembre 1991	Québec

11.2 Les publications

La Commission a publié deux numéros de son bulletin d'information **Le Toponyme**, tiré maintenant à 5 500 exemplaires. Elle s'est ainsi efforcée d'accomplir le plus ouvertement son devoir d'information du public relativement à ses décisions et à ses activités.

La Commission a aussi produit diverses autres publications regroupées dans deux de ses quatre collections :

Collection A : Publications officielles et guides

- *Supplément cumulatif 1991 du Répertoire toponymique du Québec 1987*

- *Gazette officielle du Québec*, 18^e publication des décisions couvrant la période du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1991; n° 21A (1^{er} juin 1991)
- *Rapport annuel 1990-1991*

Collection D : Documents d'information

- Bulletin d'information *Le Toponyme*, volume 9, numéros 1 et 2
- *Toponymix* : note toponymique 15 sur les comités de toponymie
- *Les publications gratuites de la Commission de toponymie* (dépliant)

Annexe 1

Dictionnaire illustré des noms de lieux du Québec

Schéma explicatif des types d'information

<p>Anjou (ville) Généralement désignée sous le vocable Ville d'Anjou, cette entité municipale se situe au carrefour de l'autoroute Métropolitaine et de la route Transcanadienne dans le secteur nord-est de l'île de Montréal, entre Saint-Léonard et Montréal-Est. La ville est relativement récente puisqu'elle a été créée en 1956, par suite du changement de statut de la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, établie en 1916, mais dont l'origine paroissiale remonte à la fin du XIX^e siècle. Anjou est caractérisée par l'omniprésence des espaces verts : parcs, arbres, promenades, haltes. On y trouve un important parc industriel dont les activités portent sur l'alimentation, le matériel de transport, les meubles, le textile, etc. Le toponyme Anjou fait allusion à une ancienne province de la France, ayant Angers pour capitale, et qui s'est distinguée par le nombre important de pionniers de la Nouvelle-France qui en sont issus. Incidemment, tant les habitants de l'Anjou français que ceux de la ville québécoise sont identifiés collectivement par le gentilé Angevins, Angevines.</p> <p>Rég. adm. Montréal ; Communauté urbaine de Montréal ; Mun. Anjou V ; Coord. 45° 36' 73" 33' ; Feuillet 31 H/12 ; Carte 2c ; Population 37 500.</p>	Statut de la municipalité
	Localisation
	Nom primitif de la municipalité
	Caractéristiques de la municipalité
	Origine
	Motif d'attribution
	Gentilé
	Statut de la municipalité : Ville
	Population
<p>Baby (canton) Le nom de ce canton situé à l'est de la municipalité de Notre-Dame-du-Nord et baigné au nord par le lac des Quinze, rappelle le souvenir de Louis-François-Georges Baby (1832-1906), avocat, maire, député, ministre, magistrat et chevalier de Saint-Grégoire. Il fut député à la Chambre des communes (1872-1880), ministre du Revenu (1878-1880) dans le cabinet de John A. Macdonald et juge à la Cour supérieure (1880-1896). Très intéressé à l'histoire du Québec, il devint l'un des fondateurs de la Société historique de Montréal qu'il présida de 1901 à 1906 et président de la Société des numismates et des antiquaires de la même ville. Proclamation : 1895.</p> <p>Rég. adm. Abitibi-Témiscamingue ; MRC Témiscamingue ; Mun. Angliers VL ; Coord. 47° 30' 79° 15' ; Feuillet 31 M/11 ; Carte 10.</p>	Type d'entité
	Notes biographiques
	Date de proclamation du canton
	Coordonnées géographiques
<p>Crève-Cheval, Lac Au sud de Bagotville, secteur de la municipalité de La Baie, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce petit lac, tout en longueur, se déverse dans la rivière des Ha! Ha! laquelle se jette dans la baie du même nom. Un employé de la compagnie forestière Pette baptisa ainsi cette entité géographique après avoir failli perdre son cheval à proximité. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, le travail demandé aux chevaux dans les chantiers en forêt était tel que plusieurs crevaient, mouraient, enlisés dans les fondrières ou les savanes. Le toponyme Lac Crève-Cheval paraît dans des documents de 1925.</p> <p>Rég. adm. Saguenay-Lac-Saint-Jean ; MRC Le Fjord-du-Saguenay ; Mun. La Baie V ; Coord. 48° 16' 70° 47' ; Feuillet 22 D/07 ; Carte 8.</p>	Toponyme officiel
	Origine
	Signification
	Date d'apparition du toponyme
	Municipalité régionale de comté
	Carte de localisation en hors-texte
<p>L'Anse-au-Griffon (village) Ce village de la presqu'île de Forillon, sur le littoral du détroit d'Honguedo, s'étend à 10 km au nord-est de la baie de Gaspé. La municipalité de L'Anse-aux-Griffons, érigée le 1^{er} février 1870, a fusionné, le 1^{er} janvier 1971, avec onze autres territoires municipalisés pour former la nouvelle ville de Gaspé. Le bureau de poste, ouvert en 1868 sous le nom de Griffon Grove, prend le nom de L'Anse-au-Griffon en 1921. Ce petit lieu, qui n'a été habité que vers la fin du XVIII^e siècle, tire son nom de l'<i>anse au Griffon</i>, mentionné d'ailleurs dans le titre de la concession de la seigneurie de Cap-des-Rosiers, le 9 mai 1652, et noté sur la carte de Franquelin (1685). Les formes Griffin (simple corruption de Griffon) et Gris-Fond n'ont fait leur apparition qu'au XX^e siècle. On expliquait alors le toponyme par allusion au ton gris du fond marin. De nombreux bateaux anciens ont porté le nom de Griffon, qui peut faire allusion soit à un oiseau soit à un monstre marin fabuleux, et il est probable que le toponyme prolonge le souvenir historiquement imprécis d'une escale, d'un naufrage ou d'un autre événement de caractère maritime.</p> <p>Rég. adm. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ; MRC La Côte-de-Gaspé ; Mun. Gaspé V ; Coord. 48° 28' 71° 09' ; Feuillet 21 E/06 ; Carte 6.</p>	Municipalité de référence du toponyme
	Date d'érection municipale
	Nom primitif du bureau de poste
	Attestation cartographique
	Variantes historiques
	Étymologie populaire
	Interprétation dénomminative
	Région administrative
	Carte de la série topographique nationale

Annexe 2

Les dossiers municipaux fermés en 1991-1992

Gatineau (V)
Harrington (CT)
Hinchinbrooke (CT)
Lac-aux-Castors (NO)
Lac-Marie-Le Franc (NO)
La Prairie (V)
L'Ascension (P)
L'Étang-du-Nord (SD)
Le Bic (SD)
Rivière-du-Gouffre (SD)
Saint-Athanase (P)
Sainte-Madeleine-de-Rigaud (P)
Sainte-Véronique (VL)
Saint-Jérôme (V)
Saint-Just-de-Bretenières (SD)
Saint-Lucien (P)
Saint-Norbert-d'Arthabaska (P)
Saint-Prosper (P)
Saint-Thuribe (P)
Shipshaw (SD)
Stukely-Sud (SD)
Waltham-et-Bryson (CU)
Warwick (CT)

Annexe 3

Politique relative aux désignations toponymiques utilisant des noms de personnes vivantes

Dans le but d'assouplir l'application de la norme toponymique régissant l'utilisation des noms de personnes dans la toponymie, les membres de la Commission ont adopté, lors d'une récente réunion, un nouvel énoncé de politique, complété par les principes de base qui le sous-tendent, lequel a pour but de préciser, tant pour la toponymie que l'odonymie, le cas où il peut être fait exception au critère de l'exclusion des noms de personnes vivantes ou décédées depuis moins d'un an. Rappelons que la norme actuelle apparaissant dans le *Guide toponymique du Québec* à la section 6.1.7 se lit comme suit : « Un lieu ne doit pas se voir attribuer un nom d'après celui d'une personne vivante. Seuls les noms de personnes décédées depuis plus d'un an et ayant une importance historique certaine ou un lien étroit avec le lieu à désigner peuvent faire l'objet de tels choix. »

Nouvel énoncé de politique

Une désignation toponymique est réputée rendre hommage à une personne vivante lorsqu'elle comporte des caractéristiques qui ne laissent subsister aucun doute sur son objet, tant de la part des nommants que de la part du public.

Une désignation toponymique constituée d'un patronyme ou d'un prénom seul, même si elle peut faire référence à une personne vivante dans un contexte particulier, est, en principe, admissible à l'officialisation par la Commission de toponymie.

Principes de base

1. Il ne revient pas à la Commission de toponymie d'interpréter les intentions non explicites des nommants, même si celles-ci peuvent être présumées.
2. Un patronyme ou un prénom seul désignant un lieu n'identifie objectivement et juridiquement personne en particulier.

EXEMPLES

Pont Bérubé
Île à Langlois
Lac à Gilles
Rue Louvain

Même si en dénommant ainsi de tels lieux les nommants manifestent des intentions implicites, consciemment ou non, ils laissent à l'usage seul le

soin de confirmer ou non leurs intentions dénominatives initiales, le public ne pouvant être présumé au fait des motifs inhérents à de telles dénominations.

3. L'intention dénomminative, pour être explicite, doit revêtir un caractère de publicité spécifique destiné à lui conférer une notoriété évidente.

Le fait pour une municipalité d'adopter une résolution désignant une rue d'un patronyme ou d'un prénom seul ne suffit pas à conférer à une telle dénomination la notoriété requise pour être considérée comme un hommage personnalisé.

Pour être notoire, et ne laisser aucun doute sur son objet, une telle dénomination devrait donner lieu à une manifestation publique médiatisée, ou être suffisamment explicite pour que sa médiatisation en soit largement prévisible.

4. Une dénomination toponymique présente un caractère de notoriété évident lorsqu'elle appelle l'identification populaire spontanée et sans équivoque entre le lieu dénommé et le personnage honoré, même si celui-ci n'est désigné que par son seul patronyme.

EXEMPLES

Parc Jean-Paul-II
Parc Mandela
Rue Gorbatchev
Lac Mulroney
Lac Mitterrand

On ne pourrait, par exemple, actuellement désigner une rue **Mulroney** même si l'intention de l'autorité dénomminative est d'honorer la famille-souche ou l'ancêtre des Mulroney ou un autre individu portant ce patronyme. Pour pallier à cette restriction, l'entité dénommée devrait, à tout le moins, préciser nommément (patronyme et prénom) la personne que l'on désire ainsi honorer, et celle-ci devrait alors être décédée depuis au moins une année.

Note

Bien entendu, il revient à la Commission d'apprécier chaque cas particulier à son mérite, à la lumière de l'ensemble des autres normes toponymiques et de leur poids relatif dans la balance décisionnelle.

Composition typographique : Mono-Lino inc.

Achevé d'imprimer en juillet 1992
sur les presses de l'imprimerie
Auger inc. à Pointe-du-Lac

